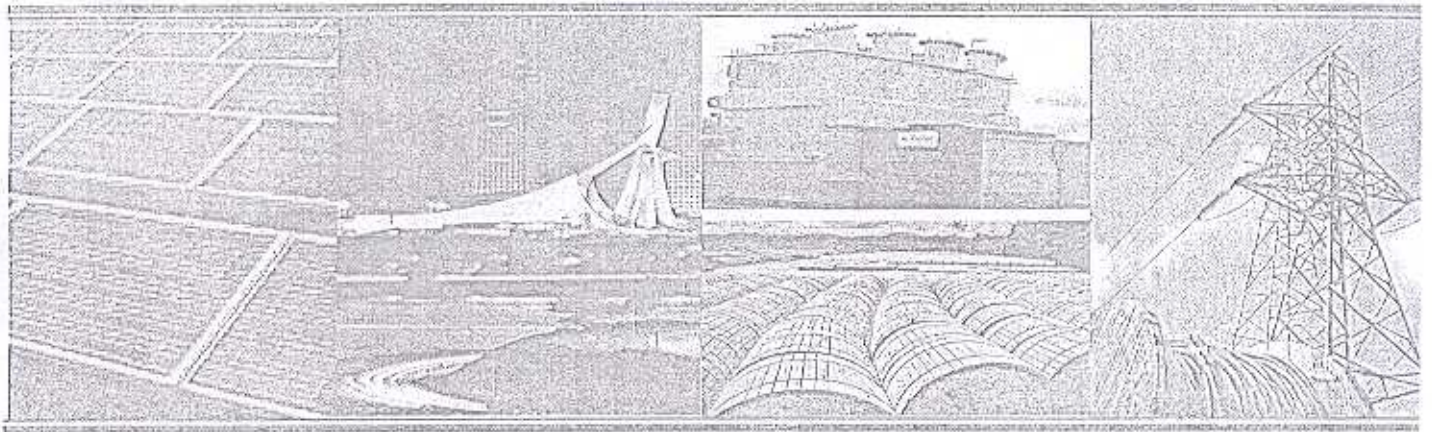


République de Côte d'Ivoire



Ministère des Mines et de l'Energie Ministère de l'Economie et des Finances



Lettre de politique de développement du secteur de l'électricité (janvier 2009)

Direction de l'Energie
01 BP 2541 Abidjan 01
Tél: 20 20 61 45
Email: info@direnergie.ci

1 Objet de la lettre

En 1990, le Gouvernement s'est engagé dans une politique de restructuration du secteur de l'électricité par la signature d'un contrat d'affermage en Novembre 1990 entre l'Etat et la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE), opérateur privé, pour exercer sur l'ensemble du territoire national les activités soumises au monopole (Transport et Distribution d'électricité) et pour exploiter les centrales de production thermique et hydroélectrique appartenant à l'Etat. La CIE a été ainsi chargée du service public national de l'électricité, en se substituant à l'ancienne compagnie électrique nationale, l'Energie Électrique de Côte d'Ivoire (EECI), qui a conservé un rôle de gestion du patrimoine concédé à la CIE, de maîtrise d'œuvre des études et des travaux du secteur et de contrôle technique du concessionnaire.

Les objectifs visés par cette privatisation sont principalement :

- La diminution des tarifs de l'énergie électrique;
- L'autofinancement et l'équilibre financier dans le cadre de la tarification applicable;
- L'optimisation du service public concédé;
- La couverture totale du territoire national par un système de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique.

Dans cette configuration, l'Etat a continué à assumer les investissements pour le renouvellement et les extensions des réseaux, mais a autorisé des opérateurs privés à développer des nouvelles capacités de production, par l'intermédiaire de la production indépendante d'électricité.

C'est ainsi que deux producteurs indépendants sont apparus dans le secteur : la Compagnie Ivoirienne de Production d'Électricité (CIPREL) en 1994 et AZITO ENERGIE en 1998. Les centrales de ces deux sociétés fonctionnent au gaz naturel fourni par des opérateurs privés qui exploitent des réserves nationales de gaz naturel.

Par ailleurs, l'Etat a entrepris, en décembre 1998, une réforme institutionnelle afin de rationaliser l'organisation des missions ne relevant pas du Concessionnaire. L'EECI a été liquidée et trois (3) nouvelles sociétés d'Etat spécialisées ont été alors créées :

- i) l'Autorité Nationale de Régulation du secteur de l'Électricité (ANARE) chargée du suivi des opérateurs du secteur, de l'arbitrage des conflits, et de la protection des intérêts du consommateur ;
- ii) la Société de Gestion du Patrimoine du secteur de l'Électricité (SOGPE), chargée de la gestion du patrimoine de l'État dans le secteur, de la gestion des flux financiers et de l'établissement des comptes consolidés du secteur ;
- iii) la Société d'Opération Ivoirienne d'Électricité (SOPIE), chargée du suivi de la gestion des mouvements d'énergie et de la maîtrise d'œuvre des travaux d'investissements revenant à l'État en matière de renouvellement et d'extension des réseaux de transport et d'électrification rurale

Ces différentes réformes et actions ont conduit à un bilan mitigé.

Le schéma mis en vigueur en 1990 et aménagé en 1998 montre certaines limites. En effet, depuis quelques années, le secteur de l'électricité n'arrive plus à dégager des ressources suffisantes pour assurer le financement des opérations de renouvellement et d'extension des ouvrages du fait de la hausse des coûts de production, des effets de la fraude et de l'impossibilité d'accéder à des ressources concessionnelles pour les programmes d'électrification rurale.

La présente lettre a pour objet de présenter les mesures que le Gouvernement entend prendre sur la période 2009 – 2012 pour assurer le développement durable du secteur de l'électricité et favoriser l'accès des

populations à l'électricité. Elle précise le calendrier retenu pour leur mise en œuvre.

2 Contexte

Le contexte énergétique international actuel est marqué par :

- i) Une accentuation du caractère vital et stratégique de l'énergie à mesure que les pays connaissent un niveau de développement de plus en plus élevé qui entraîne une modification de la demande mondiale de l'énergie;
- ii) Les mutations des marchés de l'énergie caractérisées par la déréglementation des secteurs énergétiques, l'apport croissant de capitaux privés et l'intégration des marchés nationaux et sous régionaux;
- iii) Les préoccupations environnementales et l'intérêt de plus en plus croissant pour les énergies nouvelles, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Au niveau national, le pays sort d'une crise, qui a conduit à sa partition et contribué fortement à la détérioration des infrastructures électriques.

Aujourd'hui avec la sortie de crise, il est nécessaire de faire face à la reprise de la demande énergétique liée au retour des investisseurs. Il est donc nécessaire d'investir dans la réhabilitation des ouvrages existants et dans l'extension du système électrique afin de garantir l'approvisionnement de l'électricité aux ménages et aux industries.

Le secteur de l'électricité connaît actuellement un réel déséquilibre financier en raison d'une part des charges importantes d'exploitation et d'investissements et d'autre part de l'insuffisance des recettes. En effet,

les charges de combustibles ont plus que doublé du fait de l'évolution du West Texas Intermediate (WTI) qui est un paramètre d'ajustement de prix du gaz naturel vendu au secteur de l'électricité en Côte d'Ivoire. Parallèlement, les tarifs d'électricité n'ont pas été ajustés entre 2001 et 2008.

Pour garantir à la Côte d'Ivoire un approvisionnement continu en énergie électrique et la maintenir dans sa position de leader sur le marché de l'électricité de la sous-région, le Gouvernement a entrepris de mettre en œuvre un plan d'équipement de la Côte d'Ivoire en moyens de production par la signature de nouvelles conventions avec des producteurs indépendants (IPP) : CIPREL 3 (110 MW), EEI (120 MW) et LUSHAN (120 MW).

3 Situation actuelle du secteur de l'électricité

Le bilan énergétique de la Côte d'Ivoire est dominé par la biomasse qui représente près de 70% des sources de satisfaction des besoins énergétiques du pays. Il est donc nécessaire d'augmenter l'offre et l'accès aux énergies modernes.

D'autre part, le taux de pénétration de l'électricité (nombre de localités électrifiées par rapport au nombre total de localités en Côte d'Ivoire) est actuellement de 31%. Si 71% de la population vit dans une localité électrifiée, l'accès aux services énergétiques est très faible en milieu rural et en zone périurbaine. Le nombre de ménages ayant un abonnement à l'électricité par rapport au nombre total de ménages est de 17%.

La situation actuelle du secteur de l'électricité est caractérisée par un certain nombre de difficultés et de dysfonctionnements :

- i) Manque de ressources financières pour le renouvellement et la réhabilitation des infrastructures de production, transport et

distribution d'électricité. En effet le déficit d'exploitation est élevé et atteint 70 milliards en 2008 ;

- ii) Situation de trésorerie très difficile avec déficit de trésorerie évalué à environ dix sept (17) milliards de f cfa sur les cinq dernières années ;
- iii) Augmentation de la fraude qui accentue les pertes de distribution qui avoisinent actuellement 20%. A ces pertes s'ajoutent des difficultés de recouvrement ; les impayés en zone CNO seule s'élèvent à plus de 40 Milliards ;
- iv) Chevauchement de compétences entre les sociétés d'Etat du secteur ;
- v) Structure tarifaire inadaptée (inchangée depuis la période de prédominance de l'hydroélectricité) ;
- vi) Faiblesse des capacités en planification des investissements et mise en œuvre des projets ;
- vii) Absence de politique de maîtrise de la demande ;
- viii) Impossibilité pour le secteur de lever des fonds concessionnels pour le financement de l'électrification rurale ;
- ix) Faiblesse de production d'électricité à partir des énergies renouvelables dont le potentiel est pourtant très élevé ;
- x) Approvisionnement en gaz des centrales thermiques actuelles et à venir (contrats IPP déjà signés) non garanti à moyen terme avec les réserves prouvées au niveau national

4 Politique Energétique

Le Gouvernement s'engage à travers cette lettre de politique de Développement du Secteur de l'Electricité à mettre en œuvre plusieurs mesures pour résoudre les difficultés auxquelles le secteur de l'électricité

est confronté. Elle vise principalement à fournir de l'électricité de bonne qualité au moindre coût sans subventionner les frais opérationnels du secteur, en restaurant sa viabilité financière. Ces réformes s'articulent autour de trois principaux axes:

Axe 1 : Restauration de la viabilité financière

i) Elaborer et mettre en œuvre un plan global de restructuration financière visant à rétablir l'équilibre financier du secteur. Ce plan de restructuration financière vise aussi à rétablir la capacité d'autofinancement et d'endettement de la société de patrimoine ;

ii) Mettre en place une politique tarifaire efficiente basée sur une étude tarifaire qui encourage l'économie d'énergie. Les tarifs doivent contribuer à éliminer les subventions des coûts opérationnels sur les trois (3) prochaines années.

iii) Elaborer et mettre en œuvre un plan de réduction des pertes et de lutte contre la fraude ;

Axe 2 : Adéquation Offre et Demande d'électricité

i) Développement des infrastructures électriques

- Engager une étude pour le plan directeur afin d'assurer une offre d'électricité nécessaire à la satisfaction de la demande fortement croissante ;

- Garantir l'approvisionnement en gaz naturel des centrales thermiques par le développement du potentiel national et par la participation au Projet de Gazoduc sous régional ;

- valoriser le potentiel hydroélectrique estimé à 1944 MW pour un productible annuel de 10 563 GWH dans le souci de rééquilibrer la production thermique et la production hydraulique d'électricité ;

- Réaliser le barrage hydroélectrique de SOUBRE (270 MW) et créer une autorité pour l'aménagement du bassin du Sassandra ;

- Développer les interconnexions de réseaux pour améliorer la qualité de service et intensifier les échanges avec les pays de la sous région afin de permettre à la Côte d'Ivoire de jouer un rôle central sur la marché de l'électricité naissant dans la sous région ;
- Diversifier les sources d'énergie pour la production d'électricité en faisant appel à des sources comme le soleil et l'uranium pour tenir compte de la raréfaction du gaz à long terme.

L'Etat s'engage sur le principe du recours à un processus de sélection transparente et compétitive des futurs IPP.

Il s'avère également nécessaire de prendre les dispositions utiles pour la réalisation des projets de transport et de distribution notamment :

* Pour le réseau de transport :

- l'achèvement du poste 225/90/15 kV de Yopougon II ;
- la création d'un nœud 225 kV au poste de Riviera avec entrée en coupure dans ce poste de la ligne Abobo-Prestea pour boucler la ceinture 225 kV de la ville d'Abidjan ;
- la réalisation de la ligne 225 kV Laboa-Ferké ;
- la construction du poste 90/15 kV de la Djibi avec entrée en coupure de la ligne 90 kV Abobo-Bongo et une liaison souterraine 90 kV Djibi-Riviera ;
- la construction du poste 90/15 kV d'Anoumabo avec entrée en coupure d'une des lignes 90 kV Bia Sud-Riviera ;
- la réalisation de la boucle 90 kV Est Agnibilékrou-Bondoukou-Sérébou avec un poste 90/30 kV à Bondoukou ;
- le renouvellement des équipements de téléconduite du dispatching d'Abidjan ;
- la ligne Buyo-Zagné avec la construction d'un poste 90/30 kV à Zagné et réorganisation du réseau HTA ;
- le poste 90/15 kV de ANANI avec 2 transformateurs de 50 MVA chacun et entrée en coupure de la ligne 90 kV Riviera-Bassam

* Pour les projets WAPP :

- la réalisation de l'interconnexion Côte d'Ivoire-Mali par la construction de la ligne 225 kV Ferké-Sikasso ;
- le doublement de l'interconnexion Côte d'Ivoire-Ghana par une ligne 330 kV Riviera-Prestea avec création d'un nœud 330 kV à Riviera ;
- la construction du dispatching HTB d'Abidjan ;
- le doublement de la ligne 225 kV Kossou-Taabo.

* Pour le réseau de distribution, il conviendrait d'effectuer les restructurations, les renforcements et les extensions de sorte à lever les contraintes de transit de charges et de chutes de tension chez les consommateurs.

ii) Maîtrise de la demande

- Engager des actions pour améliorer l'efficacité énergétique dans les bâtiments administratifs et les industries ;
- Prendre en compte le comportement du consommateur dans l'étude tarifaire en visant l'économie d'énergie ;
- Promouvoir les méthodes d'efficacité énergétique et particulièrement l'utilisation des lampes à basse consommation.

iii) Amélioration de l'accès à l'électricité

- Elaborer un plan directeur de l'électrification rurale et de l'accès aux services énergétiques avec, comme point de mire, la constitution d'un fonds pour l'accès à l'électricité par les populations rurales et périurbaines défavorisées.
- Améliorer le taux réel d'accès à l'électricité (nombre de ménages abonnés à l'électricité par rapport au nombre total de ménages en Côte d'Ivoire) en réalisant les branchements d'un million de ménages en 5 ans par les extensions de réseaux et

Principales actions

	Recommandations Générales	Actions spécifiques	Echéancier	Acteurs
AXE 1: VIABILITE FINANCIERE	Elaboration d'un plan global de restructuration visant à rétablir l'équilibre financier du secteur et à mettre en place une politique tarifaire efficiente	Réviser les Contrats d'Achat/Vente de gaz naturel	2009	DE SOPIE SOGEP
		Réaliser une étude tarifaire avec un mécanisme d'ajustement tarifaire	2009	
		Mettre en œuvre les tarifs résultants de l'étude tarifaire	2009	
	Elaboration d'un plan de réduction des pertes et de lutte contre la fraude	Elaborer un modèle financier, outil de planification stratégique	2009	DE CIE
		Elaborer le plan de réduction des pertes et de lutte contre la fraude	2009	
		Mettre en œuvre les investissements de réductions des pertes techniques	2010-2012	

<p>AXE 2 : ADEQUATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE</p>	<p>Augmentation de l'offre d'électricité et les interconnexions dans le cadre du WAPP</p>	Mettre en place un processus formel de planification	2010	<p>DE SOPIE SOGEP CIE</p>
		Développer de nouveaux moyens de production thermique	2009-2012	
		Garantir l'approvisionnement des centrales thermiques en gaz naturel par le développement du potentiel national et par la participation au projet Gazoduc sous-régional	2009-2012	
		Réaliser des Projets d'aménagement hydroélectriques	2009-2012	
		Réhabiliter les barrages hydroélectriques pour arriver à leur production optimale (Barrage de Buyo, Ayamé, Kossou, Taabo, Faé).	2009-2010	
		Rechercher des financements pour la réalisation et le renforcement des ouvrages d'interconnexion identifiés (CI/Mali, CI/Liberia-Sierra Leone-Guinée ; CI/Ghana, CI/Burkina)	2009-2012	
		Valoriser les résidus végétaux, ménagers et agro-industriels à des fins énergétiques	2010 - 2012	
		Renforcer le réseau de transport selon les besoins exprimés dans le paragraphe relatif au contexte.	2010 - 2012	
		Concevoir un plan directeur d'électrification rurale	2009-2010	
		Réaliser des Projets pilotes d'électrification par systèmes solaires	2009-2010	
		Elaborer et mettre en œuvre un plan de maîtrise de la demande d'électricité adapté	2009-2012	
		Redynamiser le programme national de maîtrise de l'énergie	2009-2012	
		Promotion des méthodes d'efficacité énergétique	2009 - 2012	
		Réaliser des audits énergétiques dans les industries, services et administrations.	2010-2012	

AXE 3: CADRE INSTITUTIONNEL	Renforcement de la régulation du secteur et la transparence de sa gestion	Redéfinir et clarifier les missions des sociétés d'Etat	2009	DE
		Transformer la société de régulation (ANARE) en Régulateur Indépendant avec des pouvoirs de régulation tarifaire aux différents niveaux de cession de l'énergie.	2010	
		Adopter une nouvelle loi sur l'électricité tenant compte, entre autre, de la réalité et du marché sous régional de l'électricité (WAPP)	2010	
		Créer une société de patrimoine avec tous les moyens d'accompagnement		
		Créer un fonds pour assurer l'électrification rurale et l'accès aux services énergétiques	2009-2010	
		Créer une commission à l'énergie atomique	2010-2012	

par une subvention au branchement des populations défavorisées financée par la redevance à l'autorité concédante.

Axe 3 : Amélioration du cadre institutionnel

- i) Refondre la loi de 1985 en tenant compte du marché sous régional d'électricité ;
- ii) Recadrer les missions des structures mises en place notamment celles de la société de régulation et de la société de patrimoine.

Renforcer la régulation du secteur et la transparence de sa gestion en veillant à mettre en cohérence le cadre institutionnel et l'organisation du secteur en dotant l'Autorité de régulation d'une autonomie réelle et de vraies prérogatives en matière de tarification.

Les actions nécessaires à l'obtention des résultats attendus de la mise en œuvre des mesures arrêtées sont consignées dans le tableau ci-après intitulé « Principales actions », avec indication des délais de réalisation et des structures responsables.

Ministre des Mines
et de l'Énergie



MONNET Léon-Emmanuel

Ministre de l'Économie
et des Finances



DIEY Koffi Charles